

RAPPEL DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses forces.
A chacun selon ses besoins.

DES VILLES ET DES CAMPAGNES
Organe de la Fédération Ouvrière Socialiste de la Côte-d'Or
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

La Terre au Paysan
La Machine à l'Ouvrier.

REDICTION ADMINISTRATION
DIJON - Place du 1^{er} Mai, 5 - DIJON
Les manuscrits, insérés ou non, sont détruits
On s'abonne sans Frais dans tous les bureaux de postes

10 CENTIMES
LE NUMÉRO

ABONNEMENTS
Un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50, payables au bureau du journal.
Les frais en sus pour recouvrement par la poste
(L'abonnement est payable d'avance et se continue jusqu'au refus du journal)
ANNONCES
La Ligne, 25 cent. En réclame, 40 cent. Les annonces commerciales se traitent de gré à gré

LES BOUILLEURS DE CRU

Les voici à peu près fixés sur le sort qui leur est réservé; la Chambre vient enfin d'adopter, après une discussion aussi longue que confuse et incohérente, l'amendement Morlot, ainsi conçu :

Seront dispensés de toute déclaration ultérieure, vérification et prise en charge, les propriétaires, fermiers et métayers qui, après avoir justifié qu'ils ne cultivent pas une superficie plus considérable de vignes ou un plus grand nombre d'arbres fruitiers à l'état de rapport normal, qu'il n'est nécessaire pour la production moyenne de 50 litres d'alcool pur, suivant les usages du pays, distilleront chez eux les vins, marcs, cidres, prunes, prunelles et cerises provenant exclusivement de leurs récoltes.

La superficie et le nombre d'arbres correspondant à ce maximum seront annuellement déterminés dans chaque département, au début de la campagne, par un arrêté ministériel rendu sur la proposition du directeur des contributions indirectes, et après avis du Conseil général et du préfet.

L'heure tardive à laquelle a été voté cet amendement, ne me laisse pas le temps de le commenter; mais, de mon impression personnelle comme de l'impression générale, il résulte que la journée d'aujourd'hui pourrait bien s'appeler, sinon la journée des dupes, tout au moins, celle des mécontents.

En effet, les bouilleurs de cru ne sont pas contents et n'acceptent cet amendement que comme un pis-aller.

Le gouvernement ne l'a accepté, lui aussi, que contraint et forcé, dans la crainte de se créer, parmi certains députés de sa majorité, bouilleurs de cru, des adversaires irréconciliables.

Les députés anti-bouilleurs, qui avaient jusqu'alors suivi le gouvernement dans ses mesures répressives, sont furieux d'être ainsi lâchés.

Enfin les socialistes, qui comptaient que la réglementation étroite du privilège faciliterait le vote du monopole, ne sont plus aussi certains de trouver une majorité à la Chambre.

Pour le moment, personne n'est satisfait du vote de ce soir. Qu'est-ce que donnera l'application de la loi si elle devient ainsi définitive ? Nous l'examinerons plus longuement dans un prochain article.

BOUHEY-ALEX.

L'état sanitaire de l'armée française

Dans la séance du Sénat du 25 novembre 1902, le sénateur Gotton, opposant l'état sanitaire de l'armée française et celui de l'armée allemande, déclarait ceci : « En trois ans, le chiffre des pertes de l'armée allemande s'élève à 1 800 hommes, et le chiffre des pertes de l'armée française à plus de 10 000 hommes. Et ces décès se produisent en temps de paix. Si l'on prend le laps de temps écoulé depuis le traité de Francfort, on voit que dans ces années de paix européenne l'armée allemande a perdu environ l'équivalent d'une division d'infanterie sur pied de guerre, soit environ 13 000 hommes, et l'armée française 99 000 hommes, c'est-à-dire l'équivalent de trois corps d'armée complets sur pied de guerre. »

La première raison de cette effroyable mortalité collective doit être cherchée dans le mode même de recrutement. Pour constituer, avec une population de 38 millions d'habitants, un effectif aussi considérable que celui de l'Allemagne peuplée par 56 millions d'individus, les conseils de révision sont obligés de considérer comme aptes au service militaire des jeunes gens maladroits, mal constitués, menacés ou déjà atteints par la maladie et pour lesquels l'in-

corporation est souvent une condamnation à mort.

Sans doute, des statistiques militaires, établies avec grand soin, montrent que, depuis ces dernières années, la mortalité a diminué dans l'armée, mais cette amélioration est toute apparente. Elle provient uniquement de ce que les mises en réforme se sont multipliées, c'est-à-dire que l'on met une complaisance de plus en plus grande à se débarrasser de ceux qui sont gravement atteints et à les envoyer mourir ailleurs. La mortalité moyenne des années 1893-1900 est de 40 pour cent plus faible que celle des années 1863-1869, mais la proportion des réformes a augmenté de 250 pour cent !

Que deviennent les malheureux qu'on a ainsi éliminés : on le devine. Au bout de quelques mois, ils s'éteignent chez eux ou bien, qui pis est, ils traînent dans la souffrance leur organisme irrémédiablement débilité; heureux s'ils ne se marient pas, propageant autour d'eux leur propre tare, contaminant leurs femmes, pères d'enfants chétifs et souffreteux. Mais M. le major se frotte les mains : l'état sanitaire à la caserne est excellent, pas de mort à l'infirmerie ou même à l'hôpital, sauf, de temps à autre, quelques mécontents qui, par esprit d'indiscipline, meurt en huit jours de tuberculose aiguë, avant qu'on ait eu le loisir de prendre la mesure bienveillante de le restituer à sa famille.

La tuberculose devient de plus en plus fréquente dans l'armée; la grippe, la rougeole, la scarlatine, les oreillons, la dysenterie augmentent, maladies graves ou légères qui toutes deviennent graves par la manière dont les soldats sont souvent soignés et, surtout, par le système absurde qui menace de punition le soldat qui, se portant malade, n'est pas reconnu pour l'être.

Système absurde et inhumain, fait pour punir les carotiers qui sont assez habiles pour l'esquiver et qui ne sont pas en peine de tromper le major, il terrorise plus d'un soldat vraiment malade qui serait remis sur pied rapidement s'il se déclarait tout de suite et qui, arrêté par la peur d'une punition, attend, pour se plaindre, d'être en danger.

Au conseil de révision, on laisse passer des détails avec une insouciance condamnable; au régiment, on se désintéresse d'eux et l'on ne prend aucune précaution pour les surveiller. Ici, comme en bien d'autres cas, d'ailleurs, les plus grands ennemis de l'armée ce sont ceux qui la dirigent, qui en ont la responsabilité et qui gaspillent les existences que la France leur confie, dépôt précieux qui devrait être plus humainement administré.

L. R.

Maisons de Famille

Le général André vient d'ordonner la fermeture du Cercle catholique de Quimper.

Cette décision sera appréciée à sa juste valeur par les républicains, par les socialistes, et bientôt elle fera regretter que les mesures de ce genre ne soient pas plus nombreuses.

En instituant ce qu'ils dénomment *Maisons de famille*, les frocards ont pensé que c'était un des moyens les plus sûrs et les plus efficaces, pour ne pas perdre de vue lors de leur passage à la caserne, les jeunes gens qu'ils ont conquis dès l'enfance et pour s'assurer de nouvelles recrues. Ces misérables, nul ne l'ignore, ne se bornent pas à s'acharner, tels des vautours, sur les cadavres.

Ils commencent au berceau leur répugnante besogne et ne l'achèvent que lorsqu'ils n'en peuvent plus rien tirer. Pour eux, l'homme devient un citron. Ils le pressent jusqu'à ce qu'il ait craché la dernière goutte, c'est-à-dire la dernière pièce de monnaie. Ils le jettent alors par la fenêtre, mais ils s'aperçoivent qu'il reste encore quelque chose à sucer, ils le ramassent, font devant lui mille courbettes et lui sourient à nouveau.

Revenons maintenant à notre sujet. Comment « ces messieurs » arrivent-ils à ce résultat ?

Leur méthode est simple : Elle consiste à prendre le soldat par son côté faible. Le pauvre diable ne peut s'offrir chaque jour, au café, sa partie de cartes ou de billard. On lui met entre les mains les jeux qu'il ne peut se procurer à prix d'argent et le tour est joué :

« Mon ami, lui dit-on, vous trouvez ici de nombreuses distractions et de grands avantages. A côté des jeux, nous vous procurons du papier et des enveloppes. Nous faisons des loteries où vous gagnez maints petits objets qui ne déplaisent jamais à un soldat : pipes, tabac, papier à cigarette, etc., etc. Venez nous voir; il vous sera remis un jeton de présence, et lorsque vous en aurez 15, nous vous donnerons un timbre-poste. »

Ainsi préparé, le terrain est facile à cultiver. On n'y répand pas seulement la semence cléricale, on y jette à profusion la semence politique. En germant, l'une et l'autre produisent de merveilleux échantillons de cuscute réactionnaire et de chiendent nationaliste.

L'alliance du sabre et du goupillon étant un fait indéniable, il s'en suit que les jeunes gens qui vont à la *Maison de famille* sont beaucoup plus favorisés que ceux qui ne la fréquentent pas.

Cela se comprend facilement : L'aumônier qui est au mieux avec les lieutenants et les capitaines, qui connaît intimement les officiers supérieurs et qui a porte ouverte chez le général, profite de ses relations pour embusquer ou pour faire arriver ses créatures. La caserne devient ainsi un foyer d'infection cléricale.

Supprimer un cercle militaire, c'est bien; les supprimer tous, serait mieux encore. En établissant un peu plus de justice, un peu plus d'égalité dans le régiment, celui-ci deviendra ce qu'il devrait être : une grande famille, une école de solidarité.

Quand les ensoutanés ne se livrent plus dans leurs maisons... qu'on tolère, à la traite des jeunes gens de vingt ans, quand leurs précieux auxiliaires, les sœurs des hôpitaux, n'arriveront plus, telles des *raccrocheuses* à minuit, les couloirs des divisions de malades; quand elles ne tiendront plus le registre des âmes damnées qui vont aux offices le dimanche, communément à Pâques et à Noël, un grand progrès sera réalisé.

Nous ne saurions donc trop répéter à Messieurs les députés d'y songer un peu, et nos amis de s'armer de courage et de patience. Leurs efforts ne seront peut-être pas vains... H. L.

MAL NÉCESSAIRE

Plaçons-nous, un instant, au point de vue de ceux qui disent : « La guerre est un mal inévitable; et, au moins tant qu'on ne l'aura pas supprimée, l'armée sera nécessaire. »

C'est dire que la guerre est ignoble, mal inévitable; il faut donc des gens qui fassent le métier ignoble de soldat. On pourrait se réjouir de trouver des hommes capables d'accepter ce métier ignoble et nécessaire; mais on devrait les mépriser. Or, non seulement on ne les méprise pas, mais même on les vénère !

Qu'on respecte le simple recruté, l'esclave contraint par l'Etat de s'avilir dans l'apprentissage du meurtre, qu'on le respecte et, surtout, qu'on le plaigne, je le conçois. Mais le meurtrier professionnel, officier ou rengagé, l'assassin par vocation, est-il possible d'éprouver pour lui autre chose que du mépris et du dégoût ?

Cela est, pourtant. L'immense majorité du public respecte, vénère, envie les professeurs de massacre, les préposés à l'assassinat que sont les officiers. Comment une pareille chose est-elle possible ? Car il faudrait s'entendre une bonne fois. Si le métier de tueur d'hommes est noble, c'est que la guerre, c'est que l'assassinat est noble. Personne ne le pense, ou du moins très peu de gens. Presque tous ceux qui disent que la guerre est une nécessité, disent en même temps qu'elle est un mal. Alors, ils devraient avouer que le militarisme est répugnant, et que les gens de guerre, voués à la plus vile des fonctions, sont les hommes les plus vils de la société. Même indispensables, des assassins ne sont jamais que des assassins. Et je crois bien que ce serait, en effet, l'opinion générale,

si les individus de caserne n'étaient rehaussés, aux yeux des ignorants, par l'apparat de leur mise et par tout le bruit qui les accompagne, en un mot, s'ils étaient vêtus comme tout le monde, s'ils marchaient dans la rue comme tout le monde.

Avez-vous remarqué comme les officiers, dès qu'ils sont en civil, marquent mal ? Ils traitent les civils de voyous, mais vraiment c'est bien eux qui ont l'air de voyous, quand ils nous font, je ne dirai pas l'honneur, de mettre nos vêtements. Leur aspect hébété et bestial ne peut manquer de frapper les moins observateurs. C'est alors qu'on voit leur âme à nu : intelligence, entêtement, orgueil, cruauté, toute la bassesse dont leur mentalité est faite. Front déprimé et mâchoires saillantes, au milieu des autres hommes, ils font triste mine, semblent des primitifs égarés parmi leur descendance; ils rappellent, à ne pas s'y tromper, la bête ancestrale prée à déchirer, prête à mordre.

Mis comme tout le monde, ces tranches-montagnes deviendraient vite des objets de risée ou d'horreur. Mais ils ont de si belles culottes rouges, de si beaux galons dorés, que le peuple est ébloui et s'agenouille. Convaincu qu'il ne peut se passer d'eux, le peuple ne devrait que les tolérer; il les honore, parce qu'ils ont de beaux costumes.

Cette question du costume a bien plus d'importance que le public ne croit. Si les jeunes gens qui se présentent, chaque année, aux portes de Saint-Cyr ou de Polytechnique étaient réduits, pour l'exercice de leurs talents, au veston et au chapeau mou, il est à croire que leur ardeur guerrière tomberait très vite, et que la plupart se tourneraient vers des professions plus estimables.

Comme le militarisme, la guillotine est, aux yeux de bien des gens, un mal nécessaire. Mais là aucun appareil ne venant fausser le jugement, personne n'estime le bourreau. Et pourtant, il est moins cruel que les hommes de guerre : car pour ne pas faire souffrir ceux à qui il en a, il les coupe en deux le plus rapidement qu'il lui est possible. N'importe, c'est un assassin. Aussi tout le monde le hait. Même ceux qui l'emploient et lui fournissent son dégoûtant travail, le méprisent. Ils ne poussaient pas la logique jusqu'à se mépriser eux-mêmes.

Eh bien ! supposez le bourreau revêtu d'un habit splendide, ayant des galons dorés sur tout le corps, une épée pendue au derrière et des plumes d'autruche sur la tête; imaginez-le traversant les rues sur un beau cheval noir au bruit des clairons, des tambours et des cuivres. Il est sûr que tous les fronts se découvriraient sur son passage et que plus d'un père de famille serait heureux et fier de donner sa fille en mariage à Monsieur l'Exécuteur des hautes œuvres.

Au lieu de cela, le malheureux homme, qui, peut-être pressé par la faim, n'avait pas le choix, et qui, en tous cas, a sur les mains moins de sang que le premier général venu, se voit méprisé, insulté, repoussé de tous. Il fait horreur aux sergents de ville eux-mêmes. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas d'uniforme.

RENÉ CHAUGHY.

GUERRE ET FAMINE

A peine avions-nous appris qu'au Maroc les rebelles avaient battu les troupes du Sultan et menaçaient Fez, que déjà les dépêches nous annonçaient : « La population de Fez est toujours calme, mais son mécontentement s'accroît par la cherté des vivres qu'occasionne la situation actuelle. » Dès les débuts de la prise d'armes la famine était menaçante.

Du Venezuela bloqué par les puissances, nous arrivaient les nouvelles suivantes :

« A Caracas, la proclamation du blocus a causé une panique commerciale, fait baisser le change de cinq points, et menace d'entraîner plusieurs grandes faillites. Le prix des denrées de première nécessité commence à monter. On n'a que pour un mois de vivres à Caracas. » (Temps du 23 décembre.)

« Le commerce est paralysé... » (Temps du 23 décembre.)

« Sur le littoral vénézuélien, les vivres commencent à manquer. On craint des émeutes parmi les travailleurs du port de la Guayra, qui demandent des subsides au gouvernement. » (Temps du 31 décembre.)

« Le Trésor est en faillite, la banque du Venezuela n'a plus que 12 000 francs en caisse. Toutes les ressources du Gouvernement sont tarées par le blocus. Certains services publics sont supprimés. Les troupes ne reçoivent plus leur solde et sont mal nourries. » (Temps du 6 janvier.) — Depuis lors on nous a informé que les banques de Caracas avaient consenti à faire les avances nécessaires au paiement des troupes, mais quels taux a dû promettre le président Castro ?

Une panique financière se produisit à la suite de l'impossibilité où se trouva la banque du Venezuela de rembourser les coupons des billets présentés. Elle aurait momentanément cessé par suite de la décision prise par les principales maisons de commerce d'accepter des billets de banque en paiement de leurs comptes. Un pas de plus et nous en sommes à l'assignat, au cours forcé.

Le Temps du 12 janvier nous apprend : « Les stocks de farine existant à Caracas sont à peine suffisants pour dix jours. Il en est à peu près de même de tous les aliments de première nécessité. Faute de charbon, l'éclairage public est réduit à sa stricte nécessité. »

Ces effets d'un blocus qui dure à peine depuis trois semaines, nous font songer, non sans angoisse, aux catastrophes et aux misères qui se produiraient dans le cas d'une guerre européenne.

On objectera que le Maroc n'est guère riche, que le Venezuela vient d'être tourmenté par une longue révolution et que ses ressources s'en trouvent affaiblies; mais l'Europe rencontrerait d'autres embarras : la population y est très dense, la plus grande partie des hommes valides serait mobilisée, le mouvement des importations et des exportations serait totalement interrompu par terre et sérieusement contrarié sur mer; d'où arrêt dans le commerce et l'industrie; suspension du paiement des effets de commerce, dividendes, rentes; renchérissement des denrées; leur insuffisance par suite de l'incapacité où sont nos pays plus industriels et commerçants qu'agricoles à se suffire à eux-mêmes, si l'on excepte la Russie; et avec cela troupes énormes à entretenir, quantités de familles privées de leurs salaires, de leurs revenus, de leur travail qui demanderaient des subsides au gouvernement. Or, une guerre européenne se prolongerait, au dire des spécialistes autorisés, en raison de la facilité que donneraient nos armes à longue portée et si meurtrières, de résister victorieusement aux attaques et à la chaîne serrée de troupes, de forts et de retranchements qui pourraient être opposés aux assaillants.

Ce ne sont pas les fusils, ni les canons qui mettraient fin à une guerre européenne. Elle cesserait faute de ressources, — mais non pas de troubles intérieurs, — après avoir engendré les pires cataclysmes.

C. DUBOIS.

Logements salubres

L'Angleterre fait une guerre acharnée au logement insalubre. On n'admet pas chez nos voisins que la faculté de détruire son locataire fasse partie des droits du propriétaire; mais les autorités ne vont pas jusqu'à signaler comme malsaines les maisons qui ne répondent pas aux données de l'hygiène; elles se contentent de délivrer des certificats de salubrité.

Tout propriétaire désireux de bien louer son immeuble s'empresse de se mettre en règle et de solliciter le certificat. Les futurs locataires, de leur côté, ne manquent pas d'en exiger la production avant de conclure un bail.

C'est ainsi que, sans mesures vexatoires, sans contraindre personne, les Anglais réalisent tous les jours des progrès considérables, mais qui ne sont possibles que chez les peuples dont l'éducation est faite sur la nécessité de l'hygiène. Nous n'en sommes pas encore là en France.